

Queer 8

Un matérialisme
entre islamophobie
et islam politique

Écologie 10

Allemagne : succès
massif du ticket
à 9€

International 11

Suède : les racistes
utiles contre
l'État-providence

International 13

Chili : analyse
d'un refus

LE DDONNEIT

NÉTODUIT

LA DI ANIÈTE

Édito

ASSEZ DES PÉNURIES, MOBILISONS-NOUS POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE !

S'il devait encore y avoir un doute : les événements de cet été montrent que la catastrophe climatique n'est pas « juste » un problème écologique mais aussi une catastrophe sociale. Des inondations au

Pakistan ont forcé un tiers de la population du pays à abandonner son foyer. En Europe, la canicule a causé des milliers de mort-e-s. En Suisse, en raison de la sécheresse, les lacs de barrage ne sont pas assez remplis.

Conséquence : une possible pénurie d'électricité pour cet hiver. Cette pénurie est aggravée par la crise du marché de l'électricité européen, due entre autres aux pannes qui s'enchaînent dans les centrales nucléaires françaises, ainsi qu'à la pénurie de gaz.

Ces développements entraînent des répercussions directes sur nos portemonnaies : les coûts de chauffage et d'électricité s'envolent. Tandis que la majorité de la population doit

s'attendre à se serrer la ceinture, les fournisseurs d'énergie et d'électricité vont au devant de profits record. Malgré cela, Axpo, un des principaux fournisseurs d'électricité de Suisse, a dû être sauvé par un prêt d'urgence de la Confédération, parce qu'il manquait de liquidités pour tenir sur le libre-marché. C'est bien la preuve des dangers de la privatisation de services essentiels, tels que l'approvisionnement en électricité !



Écologie

3

LES APPRENTIS SORCIERS DU MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ

Ces crises croisées mettent en évidence l'absurdité du système capitaliste. L'urgence de sortir des énergies fossiles est patente. Mais les « solutions » proposées par le Conseil fédéral pour faire face à ces crises écologiques, économiques et sociales mettent en évidence la complicité de l'État avec les grandes multinationales pétrolières et les personnes les plus riches du pays. Ainsi, pour pallier le manque d'électricité, le Conseil fédéral veut construire des centrales à pétrole et à gaz. C'est d'autant plus absurde qu'en raison de la pénurie de gaz, l'Union européenne vient de décider de réduire sa consommation de gaz de 15 % ! Enfin, au lieu de mettre en place des mesures concrètes qui faciliteraient la sobriété énergétique et la sortie des énergies fossiles, le Conseil fédéral nous demande de limiter la température de nos appartements à 19°C cet hiver.

Il est évident qu'il ne faut pas compter sur le gouvernement pour nous sortir de ces crises multiples. C'est à nous de nous mobiliser massivement pour exiger de réelles solutions : un programme d'urgence pour améliorer l'isolation thermique des bâtiments, la fin de la libéralisation du marché de l'électricité qui est la cause de l'envol des prix actuels, et des investissements massifs dans une production d'électricité locale et renouvelable qui peut satisfaire la demande locale. Ce n'est pas à nous de payer la facture d'une catastrophe qui a été orchestrée par les élites économiques et politiques et dont les plus riches ne cessent de tirer des bénéfices !

Rejoignons donc massivement l'appel à la mobilisation de la Grève du climat pour les manifestations du 23 septembre ! Contre les multinationales pétrolières, contre les appels creux à la « responsabilité individuelle », pour une transition écologique et solidaire ! Insistons sur la nécessité d'une solidarité internationaliste. La catastrophe au Pakistan montre encore une fois que ce sont les populations des pays qui ont peu contribué aux émissions de gaz à effet de serre mondiales qui sont les premières à en subir les conséquences. Ouvrons les frontières et mettons en place un système d'accueil pour les personnes déplacées en raison de la catastrophe climatique et les ravages de la mondialisation !

Franziska Meinherz

AGENDA

Genève

LU 26 SEPT.

JUSTICE POUR NZOY

Projection du film *Frères* suivie d'une discussion avec le cinéaste Ugo Simon, Angela (la sœur de Nzoy), Farid El Yamni et Inan Turkan (membre du comité Justice pour Ibo). Voir page 7

20 h 30 cinéma Spoutnik

Org.: Le Silure et le Spoutnik

JE 29 SEPT.

BANQUE MONDIALE : UNE HISTOIRE CRITIQUE
Conférence d'Eric Toussaint et commentaires de Jean Ziegler

19 h Uni Mail, MR060

Org.: solidaritéS, Grève Climat, CETIM, CADTM et Breakfree

ME 12 OCT.

GRÈVE DU PERSONNEL DES TRANSPORTS PUBLICS (TPG) ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Infos à suivre

Vaud

JE 13 OCT.

ÉTAT DE NÉCESSITÉ

Projection du film suivie d'une intervention de 4 avocat-e-s qui liront un extrait d'une plaidoirie.

19 h 30 Théâtre de Vidy

National

AVANT-PREMIÈRES DU DOCUMENTAIRE THE LAST CAMPAIGN

sa 24 sept. Oron-la-ville, Cinéma d'Oron

di 25 sept. Sainte-Croix, Le Royal

ve 30 sept. Neuchâtel, Le Minimum

LAUSANNE

30 SEPT. & 1^{ER} OCTOBRE

UNIVERSITÉ D'AUTOMNE DE SOLIDARITÉS

Face à l'augmentation de la violence néolibérale, la consolidation des autoritarismes et la crise climatique, quelles utopies révolutionnaires voulons-nous construire ?

La journées de samedi est complète, mais il reste quelques places pour la plénière du vendredi soir. Annoncez votre présence par courriel à uniautomne@solidarites.ch

VE 30

19h DES LUTTES QUI ONT ESQUISSE D'AUTRES PROJETS
Plénière DE SOCIÉTÉ DANS LES INTERSTICES DU CAPITALISME

→ Mathilde Marendaz

→ Antonia Undurraga

→ Pierre Patelli

ZAD de la Coline, Solidarité & Écologie
Militante féministe et mère dans une famille monoparentale
militant internationaliste

RECOMMANDATIONS DE VOTE

DI 25 SEPTEMBRE

NATIONAL	→ SUPPRESSION DE L'IMPÔT ANTICIPÉ	NON
	→ AVS 21	NON
	→ AUGMENTATION DE LA TVA	NON
	→ L'INITIATIVE SUR L'ÉLEVAGE INTENSIF	OUI
NEUCHÂTEL	→ ASSURANCE SOINS DENTAIRES	OUI
VAUD	→ CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	NON

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-trice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
Éditeur
Journal Solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17^{ème} par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Nadai Badoui
Clément Bindschädler
Joseph Dohr
Cornelia Hummel

Margaux Long
Pierre Raboud
José Sanchez
Thomas Vochetta
Relecteur
Nathalie Delbrouck
Clara Fenjdliz
Gaëlle Kovalliz
Aude Martenot

Abonnements
Guy Rouge
Françoise Mos
Maquette et mise en page
Niels Weirspann
Niels Weirspann
Niels Weirspann
avec Jules Thurbot

Abonnements
Annuel
Étudiant-e-s, chômeur-seuses, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer :
Demandes d'abonnement et changements d'adresse :
▶ abos@solidarites.ch

fr. 80
40
150
Gratuit!

CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1

Contacts régionaux du mouvement

Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E voud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud



Le barrage d'Emosson en construction, 1971

Écologie International **ÉLECTRICITÉ**

LES APPRENTIS SORCIERS DU MARCHÉ

Les obscurs rouages du marché de l'électricité nécessitent quelques éclaircissements. Lumière sur quelques mécanismes du parcours des électrons dans les câbles noirs.

Après la Deuxième guerre mondiale, les nécessités de la reconstruction et les nouvelles orientations politiques ont mené à la création dans beaucoup de pays capitalistes européens des groupes publics dans le domaine énergétique. La production, le transport et la distribution de l'électricité sont régulés et financés par l'État. En effet, l'électricité n'est pas une marchandise comme une autre.

Au début des années 1980, une vague néolibérale va mettre fin à ces monopoles publics dans beaucoup de domaines (santé, éducation, énergie). Stimulé·e·s par ce mouvement de dérégulation, des politicien·e·s de la Commission européenne (CE) rappellent l'article 90 du traité de Rome, définissant en 1957 le Marché européen formé par six pays, pour justifier l'introduction d'un marché concurrentiel dans le domaine de l'électricité.

Peu importe que cet article n'ait pas été appliqué sans conséquences pratiques pour l'ensemble de la population. Pour les intégristes

néolibéraux seule compte la généralisation du principe de la « libre concurrence ».

Certains groupes capitalistes européens voulaient s'introduire dans les différents marchés nationaux et contourner les entreprises publiques pour fournir directement les gros consommateurs d'électricité dans les industries et les services. C'est donc la perspective de nouveaux gains privés qui motive la CE à ouvrir complètement à la concurrence le marché du gaz et de l'électricité. À l'époque l'économiste Paolo Cechinni estimera le manque à gagner entre 3 % et 7 % du PIB du fait des monopoles. De quoi aiguïser les appétits de beaucoup de capitaux en attente de nouveaux profits.

La fin du monopole public

L'Angleterre de Margaret Thatcher sera le premier pays à mettre fin au monopole public de l'électricité en 1984. Les autres pays européens vont s'engouffrer dans cette voie néolibérale, en suivant la di-

rective de la CE de 1996. D'abord en supprimant le monopole d'importation et d'exportation. Puis celui de la production et de la fourniture d'électricité. Enfin, le réseau de distribution doit être ouvert à la concurrence au moyen d'un droit de péage.

Ainsi les nouveaux opérateurs peuvent utiliser les réseaux de transports existants, s'évitant de la sorte de lourds investissements pour acheminer le courant. C'est une caricature de libéralisme économique. Profiter des infrastructures construites par des groupes publics (lignes électriques, centrales, transformateurs) sans investir ni les entretenir pour s'occuper exclusivement du lucratif marché de la commercialisation.

Au départ, les réseaux électriques étaient majoritairement nationaux et régionaux, selon les besoins de proximité (populations, industries, services).

Les pays étaient peu interconnectés, ce qui rendait presque impossible les exportations.

C'était plutôt considéré comme une option de secours.

Aujourd'hui, la situation a été bouleversée, trente pays sont interconnectés, ce qui représente un marché de 520 millions de personnes, et surtout d'industries très gourmandes en énergie (chimie, métallurgie, services).

Le court terme devient prédominant

Les règles de commercialisation ont aussi été modifiées. D'abord, le marché de vente consistait surtout dans des contrats à terme sur de longues périodes (10-15 ans). Le marché à court terme (marché « spot ») restait confidentiel. L'apparition de nouveaux moyens de production, surtout à partir du gaz, va provoquer une vive concurrence sur les prix des gros consommateurs. Cette concurrence se traduit par baisses de prix sur le marché « spot », qui devient le plus profitable pour certains opérateurs. Les contrats à long terme ne représentent plus que le tiers des transactions en 2015.

Cette tendance entraîne une plus grande sensibilité aux pratiques spéculatives sur l'ensemble de la filière énergétique (gaz et électricité). La décision de Bruxelles de permettre un nouveau type d'offres, appelées « tarification dynamique », a encore fragilisé le système. Basé sur les prix de la Bourse d'électricité en temps réel, ce mécanisme répercute toutes les spéculations de l'énergie sur le consommateur final. Comme les centrales à gaz assurent 20 % de la production totale européenne en 2020, il est facile pour ces fournisseurs de jouer en permanence sur l'offre en ouvrant le robinet de gaz. Et s'exposant ainsi lorsque les prix s'envolent.

Dans une étude publiée en janvier 2022, Greenpeace Suisse déclare qu'« un approvisionnement en énergie sans nucléaire et sans émission de CO₂ est possible en Suisse » d'ici 2050. La non-dépendance au courant étranger est donc possible.

Pour nous, la production d'électricité doit redevenir un monopole public, non seulement pour retrouver une maîtrise des prix, mais aussi pour pouvoir planifier rapidement la transition énergétique. Respecter la réduction des gaz à effet de serre, réduire la consommation électrique de nos sociétés n'est pas une tâche du marché. Le libéralisme nous a entraînés dans une spirale inflationniste et productiviste. L'écossocialisme doit nous permettre de définir notre avenir énergétique.

José Sanchez

43 M² ET STRUCTURES D'ACCUEIL SE METTENT À TABLE AVEC LES AUTORITÉS CANTONALES

Une table ronde organisée par les autorités cantonales vaudoises sur la question du sans-abrisme et du mal logement s'est tenue à Lausanne à la mi-septembre. Le collectif 43 m² qui avait tenu un hébergement d'urgence autogéré ^{24/7} dans les jardins de la Haute école de travail social Lausanne (HETSL) témoigne.

Au-delà de l'action directe, le collectif se mobilise pour adresser des revendications liées au droit au logement, sur le territoire cantonal – a minima. En effet, constatant le manque de ressources allouées aux dispositifs relatifs à la précarité sur le territoire, et plus particulièrement des dispositifs de l'hébergement d'urgence, 43m² pointe du doigt les lourdes

conséquences occasionnées ; d'une part une saturation du dispositif laissant des personnes à la rue et d'autre part une dégradation des conditions d'accueil dans les structures et des conditions de travail des travailleuses sociales de première ligne.

La saturation du dispositif engendre notamment un racisme systémique dans la catégori-

sation du Bureau des Réservations (BR) définissant les ordres de priorité officiels dans l'accès à une place d'hébergement d'urgence. Ce système, à l'origine pensé pour garantir aux personnes les plus vulnérables un accès priorisé aux lits d'urgence, a pour conséquence – dans un système saturé – que les hommes noirs, les Roms et les personnes issues du Maghreb sont systématiquement exclues de l'accueil.

Mais 43 m² déplore plus largement l'hypocrisie des autorités, qui appliquent une politique répressive et criminalisante à l'encontre des personnes dormant dans la rue. Ces dernières sont continuellement contrôlées, violentées et harcelées. En plus de ne pas garantir leur droit d'avoir un toit sur la tête, ces personnes sont donc rendues responsables et coupables de leur situation. Le collectif s'adresse aux autorités, communales et cantonales, pour demander sans délai l'arrêt de ces pratiques et la dépénalisation du « camping sauvage ».

Campement autogéré à la HETSL

À la suite de la décision de la Ville de Lausanne de fermer plus de 160 places d'hébergement d'urgence à la fin de l'hiver (voir *solidarités* 405), le collectif 43 m² a mis en place deux campements comme solution transitoire pour les personnes sans-abri. Cette action directe visait à dénoncer la « politique du thermomètre ». Le premier, au palais de Beaulieu, a immédiatement été évacué par un important dispositif policier. Le second, dans les jardins de la HETSL a pu être maintenu ouvert

durant un mois, de juin à juillet, ^{24/7}, hébergeant jusqu'à 60 personnes par nuit.

En offrant la possibilité de rester sur place la journée, de cuisiner, de créer du lien. L'accueil de jour s'est révélé particulièrement apprécié, le camp se dressant alors comme un lieu de vie, ne renvoyant pas les personnes à la rue dès le matin. Ce fonctionnement est le seul qui permette l'auto-détermination des personnes concernées ainsi que leur pouvoir d'agir, contrairement à ce qui est possible au sein du dispositif existant, qui tend à les maintenir dans un statut d'assistance et de dépendance.

Une table ronde, mais quelle suite ?

À la suite de nombreuses interventions politiques, dans la rue et dans les parlements, les autorités cantonales et communales ont proposé une mesure (vraiment ?) : l'organisation d'une table ronde réunissant les acteur·ice·s de terrain. Lors de cette journée, étaient présentes différentes structures d'accueil ainsi que plusieurs cadres des services sociaux du canton. Les collectifs Jean Dutoit et 43 m² ont officiellement également été conviés.

La table ronde s'est finalement révélée peu constructive, tout le monde se renvoyait la balle des responsabilités et aucune ligne transversale et commune n'a été consolidée en matière de logement, chacun·e composant aléatoirement des solutions insuffisantes. Le seul consensus apparu lors de la table ronde : il n'y a aucune politique sociale claire en matière de logement, subsidiairement de logement d'urgence.

Les collectifs et associations ont pourtant exigé de vive voix un courage politique : il est temps de réguler le marché privé, les gérances, agences immobilières et ceux qui spéculent sur ce marché. Les autorités agissent comme si la présence d'un marché privé et de bâtiments vides n'était pas de leur ressort. C'est lunaire. De son côté, la Ville a annoncé la volonté de créer des groupes de travail pour définir un plan d'action. Tandis que les associations et collectifs ont annoncé qu'ils ne lâcheraient pas la pression, tant que des mesures concrètes et efficaces ne seraient mises en œuvre. Le manque de ressources ne peut être brandi *ad aeternam* comme justification de l'inaction.

Mila Luiz Rima Clit Mocar Zol

Action de la Fondation Mère Sofia à Lausanne, avril 2022



MIGROS, UNE ENTREPRISE FAMILIALE FAÇON MAFIA?

Sous-traitant de Smood à qui elle fournissait des livreurs.euses, Simple Pay vient de licencier 218 de ses employé-e-s. La raison? Smood refuse de payer suffisamment Simple Pay pour que l'entreprise se mette en conformité avec la loi! Le point lors de la conférence de presse du syndicat Unia le 7 septembre dernier.

A lors que l'on s'apprête à fêter les un an du début de la grève du personnel de Smood, Simple Pay cesse ses activités n'arrivant pas à se conformer à la décision de l'Office cantonal de l'emploi genevois qui considère comme illégale la pratique de ne pas payer le temps d'attente et seulement le temps de livraison. La faute à Smood, dit Simple Pay. Smood s'en lave les mains, annonce même reprendre une partie du personnel et vante sa Convention Collective signée avec

le syndicat, ultra minoritaire dans l'entreprise, Syndicom.

Unia en défendrait presque Simple Pay! Enfin presque, parce que les avocat-e-s des salarié-e-s et les responsables du syndicat décrivent Simple Pay comme une coquille vide, dépendant à 99% de Smood, qui permet à cette dernière de se soustraire à ses obligations d'employeur (en la déchargeant notamment des arriérés de salaires dû depuis la décision de l'Office de l'emploi). Le syndicat estime la res-

ponsabilité de Smood à 10 millions de francs!

Plus largement, Unia dénonce ce « modèle d'affaire » non rentable sans une participation financière de ses employé-e-s! Les salarié-e-s présent-e-s lors de la conférence de presse égrainent les exemples: en plus du temps d'attente non payé qui pouvait durer des heures, des remboursements de frais basés sur des déplacements à vélo alors que les distances demandées de livraison exigeaient l'utilisation

d'un véhicule à moteur, des réparations sur son véhicule à la charge de l'employé-e, etc.

Et que vient faire Migros dans cette galère? Premier groupe suisse dans le secteur de la grande distribution et principal employeur privé du pays, le géant orange est à la fois le principal actionnaire (à hauteur de 46%) de Smood et son plus gros client. En clair, Migros sous-traite à Smood qui sous-traitait à Simple Pay... le ruissellement de la précarité!

Interpellée par des journalistes, Migros botte en touche, renvoie vers son sous-traitant voire vers le syndicat partenaire de son sous-traitant! L'image d'entreprise familiale déjà écornée par la lutte de ses salarié-e-s étudiant-e-s prend un nouveau coup. Migros doit assumer ses responsabilités de réel employeur en assurant à ses salarié-e-s des conditions de travail dignes!

Thomas Vachetta



ENSEMBLE À GAUCHE LANCE SA CAMPAGNE ÉLECTORALE 2023 DANS L'UNITÉ

Le mardi 20 septembre, dans les locaux du Parti du travail (PDT) genevois, notre députée et camarade Jocelyne Haller a ouvert la conférence de presse en annonçant le lancement de la campagne pour les élections cantonales de 2023. La liste Ensemble à Gauche compte 48 candidat-e-s pour le Grand conseil toutes composantes confondues (20 solidarités, 20 PDT, 8 DAL) et un binôme de solidarités pour le Conseil d'État.

La liste de solidarités est composée à 2/3 de femmes ou personnes non hommes cis, à 1/4 de jeunes et de l'intégralité de notre députation actuelle. En ce qui concerne les élections à l'exécutif, ce seront nos camarades Françoise Nyffeler, députée, et Teo Frei, secrétaire du bureau genevois, qui porteront la lourde, mais essentielle, tâche de mettre en avant nos luttes par le biais de leur candidature. « Je ne rêve pas de Conseil d'État, je ne me

présente pas pour diriger des institutions politiques défailtantes [...] qui servent le système capitaliste, nous nous présentons afin d'utiliser la tribune de la campagne pour le CE pour porter nos luttes et non nous mettre personnellement en avant » résume Teo Frei.

Le programme se décline autour de sept priorités: 1) Emploi, économie et formation 2) Urgence climatique et écologique 3) Logement 4) Sécurité sociale, santé et solidarité 5) Fiscalité redistributive et financement des services publics 6) Féminisme et lutte contre les discriminations 7) Démocratie. Ces thèmes reprennent des thèmes chers à solidarités et seront défendus dans l'unité d'EàG.

En ce qui concerne les possibilités de rapprochement avec le parti Résistons, Jocelyne résume: « Les

personnes doivent prendre leurs responsabilités, nous les prenons; on nous parle d'unité, elle est faite: EàG est devant vous dans sa composition initiale mais sur de nouvelles bases. Revenir avec des individus qui ramèneront inlassablement un climat délétère n'est pas envisageable. » Une gageure qui reflète l'envie de rompre avec les multiples dysfonctionnements qu'EàG a pu connaître et de relancer la coalition sur des bases saines.

L'atteinte du quorum de 7% est essentielle pour le mouvement dans son ensemble et c'est avec cet enjeu en tête que la Coordination, le groupe de campagne et toute la section genevoise ainsi que EàG dans son ensemble se lance dans cette campagne qui s'annonce chargée mais politiquement fertile.

Clément Bindschaedler

UN CHARIVARI ANTI-BANQUES REND LA POLICE NERVEUSE

Apprenant que la journée de l'Association Suisse des Banquiers (ASB) se déroulerait exceptionnellement à Neuchâtel jeudi 15 septembre, des militant·e·s ont rapidement formé un collectif destiné à préparer un accueil à ces maîtres du monde.

Le collectif n'a pas demandé un droit de manifestation, il l'a exercé. La dénonciation a plutôt bien marché. Malgré un temps exécrable qui a réduit quelques activités sur la voie publique, la manifestation a rassemblé une cinquantaine de personnes au milieu de l'après-midi. Les slogans, les banderoles, tout comme le texte du tract distribué aux passants de la zone piétonne, avaient une orientation résolument anticapitaliste.

Ce type d'initiative est véritablement à saluer. Trop souvent, pour ne pas dire en permanence, le monde bancaire bénéficie de la discrétion pour ses juteuses affaires. En public, c'est le sourire de Fede-

rer qui est associé aux opérations financières. Le financement des énergies fossiles, des marchand·e·s d'armes et de l'exploitation disparaît dans les salons feutrés des hôtels de luxe. Dénoncer la finance suisse à chaque occasion possible est un acte militant indispensable.

La couverture médiatique a permis de donner un visage, même avec nos masques colorés, et exposer un contenu durant cette action. Dans l'édition de samedi du quotidien régional, une page entière était consacrée aux manifestant·e·s et à leurs arguments. Autant d'espace rédactionnel que celui consacré à l'assemblée de l'ASB. Des images et des interviews ont aussi été

diffusées sur la chaîne RTS et sur la télévision et la radio locales.

En soirée, nous avons pu discuter de l'évolution et de la situation de la place financière suisse avec une conférence bien fréquentée de l'historien Sébastien Guex.

La police a été largement présente pour « couvrir » les banquiers·ères. Un grand périmètre de sécurité avait été imposé dans le centre de la ville de Neuchâtel. Certains policiers n'ont visiblement pas supporté cette contestation. Devant l'hôtel où les banquiers·ères goûtaient les flûtes d'un « apéro riche », des manifestant·e·s ont été abondamment aspergé·e·s de gaz au poivre et ont reçu de violents coups de matraque. Une militante

est ensuite brutalement arrêtée et emmenée au poste de la police cantonale. Un groupe s'est rapidement déplacé vers la caserne de police pour la soutenir. Notre camarade a néanmoins été relâchée dans la soirée.

Cette arrestation, pour être soupçonnée d'avoir coupé une rubalise, est totalement disproportionnée, et est visiblement destinée à dissuader à l'avenir de nouvelles actions.

Pourtant elles ne manqueront pas, car les sujets nécessitant des actions déterminées sur l'espace public sont multiples. Les forces du collectif se sentent le droit de récidiver.

José Sanchez

SANS OPPOSITION, LE GRAND CONSEIL AVALISE L'ALLÈGEMENT DE LA TRANSPARENCE FISCALE

En 2010, lorsque Jean Studer était ministre des Finances, 21 entreprises bénéficiaient d'allègements fiscaux pour une durée de dix ans dans le canton de Neuchâtel. En 2022, selon son successeur, il n'en reste plus que 2.

Que sont devenues les 19 entreprises disparues de cette statistique ? Le délai de 10 ans est-il échu ? Sont-elles parties sous des cieus (fiscalement) encore plus accueillants ? Ont-elles fait faillite ou cessé

leurs activités ? On n'en sait et on n'en saura rien...

En effet, le conseiller d'État « socialiste » Laurent Kurth a fait adopter, lors de la dernière session du Grand Conseil, le principe « d'être le plus discret possible sur les allègements fiscaux ». Dorénavant, pour connaître ceux-ci, les communes devront faire une demande expresse.

Là où les choses se corsent, c'est que la modification législative proposée par l'actuel ministre des Finances a été adoptée sans opposition par le Grand Conseil ! Le groupe socialiste s'est contenté d'un timide bémol : « Il serait dommage que la méfiance en-

vers la politique s'en trouve renforcée » (Marinette Matthey, porte-parole du PS Neuchâtel). À quoi s'ajoute le silence olympien des Vert·e·s et du POP !

Dans une brochure, *Les socialistes et la conquête des pouvoirs publics* (1899), le regretté Paul Lafargue écrivait : « Le socialiste ministre concourt pour sa part, petite ou grande, directe ou indirecte, à la bonne exécution des mesures que prend le Conseil des ministres, non pour développer le socialisme, mais pour avancer les affaires du Capital. » Les membres du PS, des Vert·e·s et du POP feraient bien de méditer ce constat prémonitoire.

Hans-Peter Renk



NZOY, NI OUBLI NI PARDON

Il y a un an, un policier abattait un homme de 37 ans sur le quai de la gare de Morges. Il s'appelait Roger « Nzoy » Wilhelm et habitait Zurich. Nzoy n'est pas le premier, mais bien le quatrième homme noir à mourir entre les mains de la police vaudoise depuis 2016.

Le 30 août 2021, des passantes en gare de Morges s'inquiètent du comportement d'un homme sur le quai n° 4. Craignant que l'homme ne se blesse, elles appellent la police. Deux voitures de patrouille se rendent sur place. À leur arrivée, Nzoy, visiblement déjà en proie à beaucoup d'émotions difficiles, avance rapidement vers les policiers, l'un d'entre eux ouvre le feu et l'abat de deux balles. Puis une troisième balle est tirée quand Nzoy, pourtant grièvement blessé, tente de se relever. Il décède peu après. La police affirme tout de suite qu'il souffrait de troubles psychiques et qu'il agressait les agents avec un couteau.

Dans la foulée, les explications des médias font reposer ce drame sur la victime : celle-ci aurait été vue entrain de prier (soupçon de radicalisme), n'était-elle pas suicidaire et atteinte de troubles psychiques ? D'autres cherchent à savoir pourquoi un zurichois se baladait à Morges. L'on commente également la dangerosité de cette

petite ville vaudoise en raison d'un meurtre commis précédemment. Aucun média n'interroge la responsabilité des forces de l'ordre dans ce drame. Aucun média (sauf le *Courrier*) n'évoque le fait que Nzoy est un homme noir.

La police ment quand elle assassine

D'emblée, la police ment. Dans un communiqué, publié le jour même, elle affirme qu'après avoir neutralisé la menace, ses agents ont directement appliqué les premiers secours à Nzoy, sans néanmoins réussir à le maintenir en vie. Pourtant plusieurs vidéos de témoins montrent que les policiers menottent et fouillent l'homme agonisant au sol et puis le laissent pendant cinq minutes avant qu'un témoin insistant ne tente un massage cardiaque jusqu'à que les secours arrivent, trop tard. Devant l'énormité du mensonge, la police fait évoluer sa version mais maintient que ses agents ont agi en légitime défense. A ce jour, ces

policiers sont toujours en poste et l'institution n'a toujours pas repensé ses pratiques pour des situations semblables.

Et pourtant, il y a matière à réflexion ! Comment se fait-il que face à une personne émotionnellement instable, un policier n'ait d'autre outil que son arme de service ? Comment se fait-il que ces dernières années se soient exclusivement des hommes noirs que la police tue ?

De son côté, la famille et les réseaux antiracistes exigent que la vérité soit faite sur la mort de Nzoy. Les dernières manifestations à Morges et à Zurich ont été des occasions de ne pas l'oublier. Retrouvons-nous le lundi 26 septembre pour la projection du film *Frères* (cf. ci-contre) ainsi que samedi 1^{er} octobre lors de la discussions entre A. Ritterbusch, membre de Defund the police, et P. Bayenet, procureur, lors de notre Université d'automne à Lausanne !

Thomas Vachetta

PROJECTION DE FRÈRES D'UGO SIMON

Lundi 26 septembre, 20 h 30 au cinéma Sputnik en écho aux manifestations « Justice pour Nzoy ». Projection organisée avec le Silure, suivie d'une discussion avec le cinéaste Ugo Simon, Angela (la sœur de Nzoy), Farid El Yamni et Inan Turkan (membre du comité Justice pour Ibo)

« Ce qui est difficile à accepter c'est que la personne a souffert, elle n'est plus là et elle ne peut plus parler. Et d'autres parlent à sa place, et ceux qui parlent à sa place, c'est ceux qui ont tué ou ceux qui vont couvrir ceux qui ont tué. (...) Et que si vous acceptez ça, en fait vous êtes aussi complices » – Farid El Yamni.

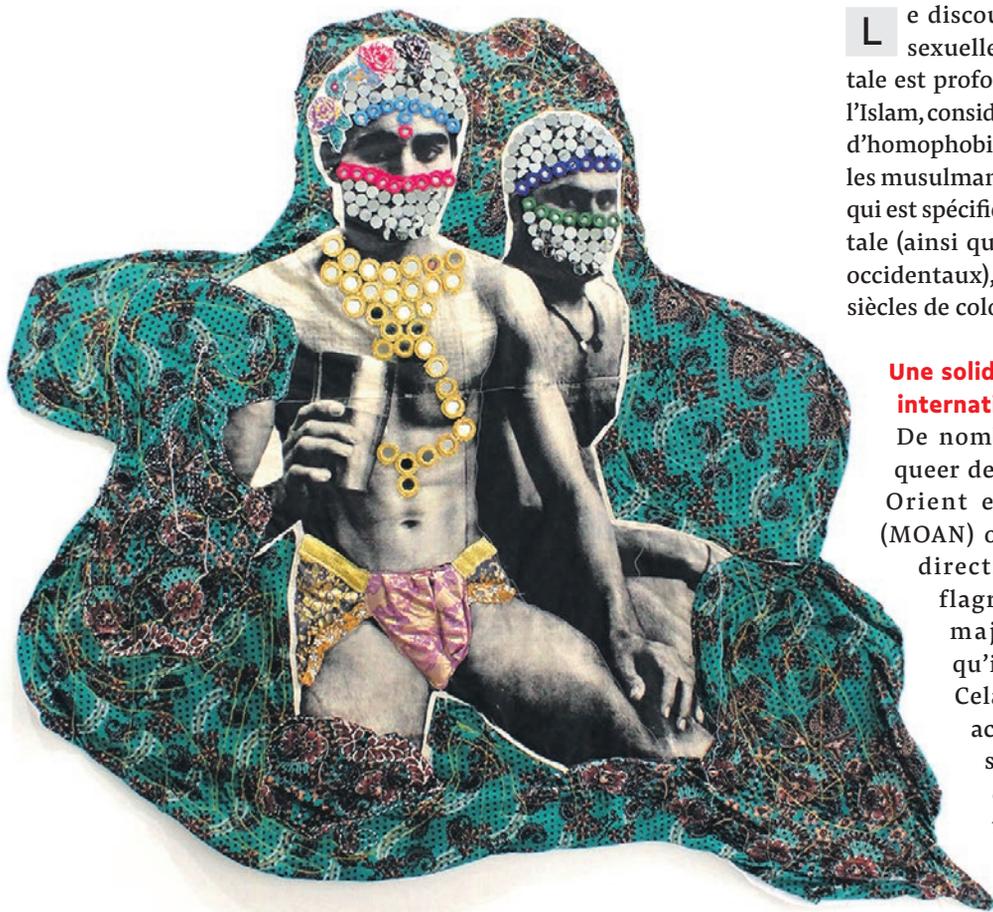
En France, la police a assassiné Wissam El Yamni le 1^{er} janvier 2012 à Clermont-Ferrand, Gaye Camara le 16 janvier 2018 à Epinay-Sur-Seine, Ibrahima Bah le 6 octobre 2019 à Villiers-le-Bel. Wissam, Gaye et Ibrahima ont pour point commun d'être des personnes racisées. Et d'avoir été assassinés par la police.

Farid El Yamni, Mahamadou Camara et Diané Bah, quant à eux, ont pour point commun de s'être entièrement voués au militantisme après la mort de leur frère. Le film *Frères* d'Ugo Simon recueille leur parole. À l'ombre de l'effervescence des manifestations et rassemblements, les trois frères, à tour de rôle, font état de leur condition de « morts-vivants ». Vivants car toujours debout, mais morts car une partie d'eux s'en est définitivement allée avec leur frère. Ainsi, quand la police tue, elle tue également l'entourage par ricochet. Ces frères et leur famille luttent pour continuer à exister, pour que justice soit faite, pour que le reste de la population dise « non », elle aussi.

En Suisse, la police a assassiné Roger « Nzoy » Wilhelm le 30 août 2021 à Morges. Comme face aux autres crimes racistes commis par la police, l'appareil judiciaire a répondu par le déni, le mépris et le mensonge aux familles de Nzoy, Wissam, Ibo et Gaye.

Manifestation « Justice 4 Nzoy », Zurich, 3 septembre 2022





Collage de l'artiste Zulfikar Ali Bhutto, 2018

Queer **Racisme**

POUR UN MATÉRIALISME QUEER, ENTRE ISLAMOPHOBIE ET ISLAM POLITIQUE

En Europe, les migrant·e·x·s queer du Sud global sont confronté·e·x·s à l'homophobie, au racisme et à l'islamophobie. Nombre d'entre elleux participent aussi à distance aux luttes contre l'islamophobie et l'homophobie « chez elleux ». Mais les objectifs de ces luttes peuvent diverger considérablement, en fonction des contextes nationaux et régionaux. Comment les militant·e·x·s migrant·e·x·s envisagent-iels une politique de gauche queer en Europe qui soit à la fois internationaliste et qui les unisse à d'autres ?

Le discours sur les politiques sexuelles en Europe occidentale est profondément orienté vers l'Islam, considéré comme une source d'homophobie. Ce discours racialise les musulman·ne·x·s d'une manière qui est spécifique à l'Europe occidentale (ainsi qu'à d'autres contextes occidentaux), car il tire sa force de siècles de colonialisme.

Une solidarité internationaliste nécessaire

De nombreux migrant·e·x·s queer de la région du Moyen Orient et Afrique du Nord (MOAN) ont fait l'expérience directe de l'homophobie flagrante des sociétés à majorité musulmane qu'ils·elles ont quittées. Cela les motive à rester actif·ve·x·s pour s'opposer à l'islamisme anti-queer. Dans le même temps, les espaces politiques militants dont iels font partie en Europe comptent égale-

ment des migrant·e·x·s originaires de pays comme l'Inde, le Myanmar, le Sri Lanka et la Chine. Dans ces pays, l'homophobie est aggravée par des formes structurelles d'islamophobie qui excluent et persécutent les musulman·e·x·s.

Par conséquent, dans la construction d'une politique de gauche queer en Europe, les militant·e·x·s sont confronté·e·x·s au défi de reconnaître ces réalités locales et transnationales divergentes tout en construisant une solidarité à travers différentes expériences et contextes nationaux. Pour relever ce défi, nous avons besoin d'une perspective matérialiste qui puisse nous aider à formuler une politique internationaliste qui évite de tomber dans les divisions identitaires.

Une politique de gauche queer en Europe qui soit véritablement internationaliste ne doit pas seulement inclure une perspective trans-contextuelle qui aborde à la fois l'islamisme et l'islamophobie. Elle doit également tenir compte de la multiplicité des liens que les migrant·e·x·s queer du Sud global entretiennent avec l'islam.

Nous devons éviter une opposition caricaturale à l'islam politique, car ce n'est pas seulement ce sentiment qui a été instrumentalisé pour justifier les invasions militaires de l'Afghanistan et de l'Irak. Elle doit faire le difficile travail de critiquer l'hégémonie internationale du discours islamophobe sans pour autant laisser l'islam politique s'en tirer à bon compte.

Analyse matérialiste queer

Une perspective matérialiste permet d'envisager une politique queer qui a le potentiel de nous faire dépasser la question restrictive de savoir s'il faut être avec ou contre l'Islam politique et dans quelle mesure. Selon Evren Savci, l'Islam et les politiques des gouvernant·e·x·s l'entourant ne peuvent pas être compris dans la région du MOAN en dehors du domaine de l'économie politique.

Cette perspective est importante pour mettre en évidence la manière dont les politiques sexuelles, la formation des classes et le capitalisme mondial s'influencent mutuellement, remettant ainsi en question l'idée que l'homophobie est simplement le produit de cultures régionales et/ou religieuses.

Droits des femmes instrumentalisés

Pour comprendre comment la politique sexuelle joue un rôle dans l'avancement du néolibéralisme et simultanément dans la propagation de l'islamophobie, notre analyse peut s'inspirer des travaux féministes sur le travail des femmes migrantes à travers le prisme de la théorie de la reproduction sociale.

Ces travaux montrent comment les pays d'Europe occidentale ont eu recours à l'instrumentalisation des droits des femmes au service des programmes néolibéraux, nationalistes et islamophobes. Comme l'explique Sara Farris, l'impératif idéologique de « sauver » les femmes musulmanes de leur culture « arriérée » a joué un rôle économique dans les récentes politiques européennes de migration et d'intégration. Celles-ci ont permis la migration des femmes et leur entrée dans le secteur des soins et du travail domestique afin d'élever le statut des femmes européennes blanches en libérant ces dernières du fardeau de la reproduction sociale.

Plutôt que de s'organiser autour de l'identité ou de faire pivoter notre discours sur des arguments idéologiques, une politique de gauche progressiste et plurielle doit prêter attention à l'économie politique et aux conditions matérielles dans lesquelles vivent les gens. Plutôt que d'adopter une position favorable ou défavorable à l'islam politique par rapport à l'islamophobie, nous devons rechercher des cadres politiques qui reflètent et aident à construire une solidarité entre les expériences des groupes de personnes marginalisées à travers les divisions de genre, sexuelles, religieuses, ethniques, nationales, raciales et géopolitiques.

Nisrine Chaer Zuleikha Mirzazadeh
Traduit et adapté par nos soins.
Version intégrale sur notre site

APRÈS LES INONDATIONS, LE PAKISTAN A BESOIN DE RÉPARATIONS, PAS DE CHARITÉ

Des inondations soudaines, générées par des pluies de mousson anormales, ont jusqu'à présent coûté la vie à 1350 personnes, tandis qu'elles en ont déplacé 50 millions de leur foyer. Plus d'un tiers du Pakistan est sous les eaux.



Action de solidarité avec le Pakistan devant Credit Suisse, qui investit dans l'exploitation du pays. Genève, 9 septembre 2022

On s'attend à ce que les inondations causent des dommages d'une valeur de 10 milliards de dollars à une économie déjà chancelante. Plus de 793 900 têtes de bétail sont mortes, privant ainsi les familles pakistanaïses d'une source essentielle de subsistance. Environ deux millions d'hectares de cultures ont été touchés.

Bien qu'il produise moins d'1 % des émissions mondiales de carbone, le Pakistan subit certaines des pires conséquences de la crise climatique au niveau mondial. Au cours des 20 dernières années, le pays s'est régulièrement classé parmi les dix pays les plus vulnérables au monde.

Le peuple pakistanaïse est la dernière victime en date d'une crise mondiale à laquelle il n'a pratiquement pas contribué, et qui a été provoquée par les émissions excessives des pays riches et des entreprises polluantes. Cette injustice fondamentale est à l'origine de la demande croissante de réparations climatiques de la part du Pakistan et de l'ensemble du Sud.

Injustice de la dette

Une de ces demandes est l'annulation de la dette. L'injustice de la dette et la crise climatique vont de pair. Après ces événements, les gouvernements à faible revenu (et souvent déjà lourdement endettés) sont confrontés à un manque de financement et n'ont guère d'autre choix que de contracter de nouveaux prêts pour reconstruire les moyens de subsistance et les communautés.

Avant même les inondations, le Pakistan croulait sous les dettes, ayant été confronté à une chute brutale des devises étrangères en raison de la flambée des prix mondiaux des matières premières et de la hausse du dollar américain. Le coût de l'électricité et de la nourriture a explosé. D'ici la fin de l'année, le Pakistan aura dû payer un total d'environ 38 milliards de dollars au FMI, à la Banque mondiale et à d'autres institutions financières, dont la Banque d'État chinoise. Cette spirale d'emprunts est à l'origine d'une crise économique imminente.

Alors que les organisations humanitaires se démènent pour trouver des fonds d'urgence, un visage familier est revenu sur le devant de la scène. Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment approuvé une demande de renflouement prévoyant le versement de 1,1 milliard de dollars au pays. À première vue, cela peut sembler être une étape vitale pour le redressement du Pakistan, mais accumuler davantage de dettes ne fera que provoquer un nouveau désastre.

Les preuves empiriques soutiennent massivement l'idée qu'une grande partie de la dette publique nuit au potentiel de croissance économique et, dans de nombreux cas, l'impact s'accroît à mesure que la dette augmente. Le haut degré d'endettement du Pakistan l'a rendu plus vulnérable aux chocs économiques et a affaibli le pays sur le plan politique face aux puissants prêteurs extérieurs. Il a également réduit considérablement la capacité du Pakistan à investir dans ses services publics.

Pour une solidarité internationaliste

Si l'Occident a l'intention de soutenir le Pakistan dans cette crise, il doit mettre en œuvre une série de mesures qui s'attaquent à l'ampleur des dommages infligés par le Nord mondial au Sud depuis la Révolution industrielle. Dans un premier temps, cela devrait inclure une annulation complète de la dette, ainsi qu'une augmentation considérable du financement climatique pour aider les communautés à s'adapter aux impacts du changement climatique.

Ce phénomène est souvent appelé « pertes et dommages », qui, même en 2022, ne figure toujours pas officiellement à l'ordre du jour des négociations de la COP. Les pays vulnérables ont, à de nombreuses reprises, exigé des compensations climatiques de la part des pays riches et des entreprises qui ont créé le chaos climatique – à chaque fois, elles ont été bloquées. Lors de la COP 27, de nouveaux progrès concrets doivent être réalisés dans ces discussions.

Si les institutions internationales suspendaient le recouvrement des dettes, le Pakistan n'aurait pas besoin de nouveaux prêts. L'argent envoyé hors du Pakistan pour rembourser les créanciers internationaux pourrait être consacré au relogement des millions de personnes déplacées.

Mais il reste aussi une question plus large : qui doit payer pour la crise climatique ? Pourquoi le Pakistan devrait-il contracter le moindre emprunt pour payer les conséquences d'une crise qu'il n'a pas provoquée ?

Bien sûr, réparer l'apartheid climatique et régler la crise n'est pas aussi simple que de signer un chèque, et de nombreuses autres mesures sont nécessaires pour soutenir le peuple pakistanaïse dans la catastrophe à laquelle il est confronté.

Mais sans allègement de la dette ou financement pour compenser les pertes et les dommages, le cycle de la dette et des crises climatiques du Pakistan ne peut que s'aggraver.

Farooq Tariq
Version complète sur le site
Europe Solidaire



Paul Lovis Wagner / Compact

Train spécial pour aller remettre la pétition signée par 435 000 personnes pour le maintien du ticket à 9 € au Ministre des finances. Berlin, 29 août 2022.

Écologie International Allemagne

SUCCÈS MASSIF DU TICKET À 9€

Cet été 2022, l'Allemagne a expérimenté durant trois mois une baisse importante des tarifs des transports publics, bousculant certaines croyances sur l'impact des tarifs sur l'usage des transports publics.

Selon certain·e·s expert·e·s, la gratuité ou la baisse des tarifs des transports publics n'aurait que peu d'effet car le prix ne serait « pas un motif déterminant » dans le choix du mode de transport. L'Allemagne vient de faire, avec éclat, la démonstration du contraire. En juin, juillet et août, on pouvait se procurer un ticket mensuel à 9 € pour circuler librement dans tous les trains et bus régionaux du pays. Seuls les trajets longue distance étaient exclus du dispositif.

Une saturation révélatrice

En tout, 52 millions de tickets ont été vendus en trois mois, et 10 millions d'abonné·e·s ont reçu automatiquement le sésame. Spectaculaire pour un pays de 80 millions d'habitant·e·s. Résultat : les transports publics ont été pris

d'assaut et les images de quais de gare bondés et les récits de trains retardés – ponctualité au plus bas depuis 10 ans – ont fait le tour du monde.

Cette surcharge du réseau, si elle a créé quelques déconvenues et mis sous pression les travailleur·e·s de la branche, aura au moins permis de mettre en lumière le manque d'investissement structurel dans les transports publics par rapport à leur potentiel réel d'utilisation. Cette surcharge temporaire devrait donc servir d'électrochoc pour réaliser l'aspiration de la population à prendre le train et le bus, et entraîner des investissements en conséquence !

Ce « billet unique » est aussi une simplification : une fois acquis, plus de question à se poser (« Suis-je dans la bonne zone tarifaire ? », « Mon billet 1 h est-il en-

core valable ? »). Les sondages sont clairs : 88 % des acheteur·e·s en étaient satisfait·e·s, avec toutefois un écart important entre la forte satisfaction des urbain·e·s – à portée d'une offre conséquente – et les ruraux·ales, dont le réseau à disposition est moins efficace.

Un bilan positif... qui aurait pu être bien meilleur !

Même si une étude démontrait que la mesure avait permis d'éviter l'émission d'1,8 million de tonnes de CO₂, le report modal de la voiture aux transports publics est resté assez modeste. 10 % seulement des titulaires d'un billet à 9 € disaient remplacer au moins un de leurs trajets quotidiens en voiture. Mais la légère décreue du trafic motorisé a toutefois permis une diminution des embouteillages dans les agglomérations.

On notera que le paquet de mesures contre l'inflation, dont le ticket à 9 € faisait partie, comprenait aussi une aide pour l'achat de carburant (35 ct. de rabais par litre d'essence et 16 ct. pour le diesel), brouillant malheureusement le signal.

D'aucun·e·s dénoncent l'impact plus fort sur les trajets de loisirs, et assez faible sur les pendulaires. Et alors ? Contrairement à une idée reçue, les trajets pour se rendre au travail représentent une minorité des déplacements dans les agglomérations (25 à 30 % seulement) et, vu sa dispersion horaire et géographique, c'est bien la mobilité de loisir qui est la plus dépendante de l'automobile et pour laquelle la bascule sur les transports publics représente le plus grand défi.

Et dans la durée ?

Si le report modal a été relativement faible, c'est sans doute surtout parce que la mesure n'était que temporaire : qui changerait durablement ses habitudes de mobilité pour une offre qui ne dure que trois mois ? Ce ticket à 9 € devrait au contraire, vu son succès, être prolongé. Les manifestations dans les gares et le mouvement #*9euroticketbleibt* ont permis d'ouvrir une brèche, et le gouvernement étudie désormais cette possibilité... mais à des tarifs allant de 49 € à 69 € par mois, soit davantage que certains abonnements régionaux actuels ! Une aberration.

Une pétition en ligne demandant le maintien du ticket à 9 € jusqu'à fin 2022 et la mise en place durable d'un ticket à maximum 1 € par jour a déjà recueilli plus d'un demi-million de signatures. La pétition demande également un renforcement du financement des transports publics.

Cette expérience à large échelle montre bien que la baisse des tarifs des transports publics est un levier important pour sortir de la tétanie concernant la politique de mobilité et pour sortir de l'idée qu'une politique écologiste ne serait qu'un empilement de taxes. Couplée à des investissements massifs sur le réseau et ses fréquences, à des mesures de contrainte fortes contre le trafic individuel motorisé ainsi qu'à une amélioration des aménagements cyclables et piétons, la baisse des tarifs de transports publics est une clé majeure pour opérer la grande bascule dont nous avons besoin pour sortir les transports des énergies fossiles.

Thibault Schneeberger



Le groupuscule d'extrême droite Stram kurs organise régulièrement des rassemblements pendant lesquels des Corans sont brûlés. Les émeutes qui s'ensuivent renforcent le discours sécuritaire des Démocrates de Suède. Malmö, 16 avril 2022.

International Suède

LES RACISTES PIVOTS DES ASSAULTS CONTRE CE QUI RESTE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Les sociaux-démocrates suédois-es ont perdu le pouvoir gouvernemental lors des élections du 11 septembre dernier. Ils-elles seront selon toute vraisemblance remplacé·e·s par un gouvernement de droite composé des Modérés (conservateurs·trices), des Chrétiens-démocrates et peut-être des Libéraux. Le gouvernement cherchera à obtenir le soutien actif des Démocrates de Suède, populistes de droite xénophobes, dont il sera totalement dépendant.

A lors que la préoccupation la plus importante pour les électeurs·trices était celle du système de santé et que la catastrophe climatique devenait de plus en plus saillante, une droite agressive, avec l'aide d'une social-démocratie passive et sans idées, a réussi à faire en sorte que le thème de la criminalité domine la campagne électorale. Ressortant l'antienne d'un lien entre immigration et criminalité, la droite évitait d'aborder les crises climatiques, faisant plutôt

campagne en faveur de l'extension de l'énergie nucléaire.

La droite a dépeint une Suède frappée par une vague de violence incontrôlée. Dans les faits, la criminalité a généralement diminué en Suède au cours des dernières décennies, y compris les crimes violents. Par contre, les confrontations armées entre bandes criminelles, principalement liées au trafic de drogue, ont considérablement augmenté. Des centaines de personnes ont été tuées, en grande

majorité des membres de gangs, mais également des passant·e·s. Cela a servi de prétexte pour exiger des peines et une répression beaucoup plus dures.

Le résultat a été un virage brutal vers la droite. Mais le succès du bloc de droite peut être entièrement attribué aux Démocrates de Suède (SD). Tous les autres partis de droite ont perdu des voix. Les SD, ont gagné plus de 3 % des voix et sont de loin le plus grand parti de droite. Le futur gouvernement

bourgeois sera entièrement dépendant de leur soutien. Cela signifie rien de moins qu'un tremblement de terre dans la politique suédoise.

Poison sur smartphone

Pendant longtemps, et notamment à gauche, on a expliqué que le succès des SD était surtout dû au fait que les travailleurs·euses mécontents·es avaient voté pour elleux en signe de protestation, mais qu'en réalité, iels étaient toujours sociaux-démocrates et qu'une politique sociale-démocrate un peu plus radicale pouvait rapidement reconquérir leur soutien. C'était grossièrement sous-estimer le parti politique le plus performant de Suède.

Les Démocrates de Suède ont une direction compétente et déterminée, qui a ses racines dans les mouvements racistes et fascistes. Elle a méticuleusement construit un parti fort, notamment à l'aide des subventions étatiques distribuées aux partis politiques. Le parti est le plus habile sur les réseaux sociaux, sur lesquels la xénophobie est son principal message unificateur. Cela lui a notamment permis d'étendre son influence sur les jeunes électeurs·trices.

Les succès électoraux du parti sont frappants. Lors de son entrée au Parlement en 2010, le parti a obtenu 5,7 % des voix. Depuis, ce soutien est passé à 12,9 %, 17,5 % puis, à 20,6 % cette année. 86 % des électeurs·trices du parti en 2018 ont voté à nouveau pour lui cette année, une fidélité partisane exceptionnellement élevée. De plus, le parti a étendu son socle électoral aussi bien à droite qu'à gauche. Lors cette dernière élection, 14 % des voix provenaient des Modérés et 12 % des Sociaux-démocrates.

Les Démocrates de Suède ont longtemps été le premier parti des travailleurs masculins. Mais également dans certains secteurs du patronat. Aux dernières élections, ils ont été rejoints par des agriculteurs·trices. Le parti est politiquement homogène. La grande majorité de ses électeurs·trices se décrivent comme étant de droite et s'identifient profondément au credo national-conservateur et xénophobe des SD. Les racines et les liens des Démocrates de Suède avec les groupes racistes et fascistes ne leur posent pas de problème.

Contamination

Jusqu'à l'élection de 2018, un « cordon sanitaire » empêchant toute collaboration avec un parti xénophobe et d'extrême droite existait, même au sein de la bourgeoisie →

suédoise. Ce cordon s'est rompu depuis. D'abord par le patronat, qui a réussi à faire accepter aux SD la poursuite de la privatisation de la protection sociale. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que la présidente des Chrétiens-démocrates Ebba Busch invite leur dirigeant Jimmy Åkesson à partager un plat de *Köttbullar* (les fameuses boulettes de viande à la suédoise) et ouvre la voie à une coopération parlementaire organisée. Mais le parti ne s'est pas laissé apprivoiser. Au contraire, le programme des Démocrates de Suède a largement influencé celui des partis bourgeois. « *Aucun autre parti n'a résisté comme les Démocrates de Suède contre l'augmentation de l'immigration* », s'est enthousiasmé le chef des Modérés et futur premier ministre Kristersson. « *Ils ont donné un bon exemple dans la lutte contre la criminalité* » a déclaré le chef des Libéraux, Johan Persson.

Nous voyons le résultat. Dans toutes les régions en dehors des grandes villes, ils-elles obtiennent généralement 25 à 30 % des voix, dépassant parfois de 10 % les Modérés, le principal parti bourgeois des 45 dernières années. Il ne fait aucun doute que les SD auront une occasion exceptionnelle d'influencer la politique du nouveau gouvernement, même s'ils-elles choisiront probablement de ne pas y adhérer

formellement.

Compromission

Les sociaux-démocrates ont été au gouvernement durant les huit dernières années, bien que les partis bourgeois détiennent la majorité au Parlement avec les Démocrates de Suède. Cela a été possible parce que les Libéraux et le Parti du centre ont conclu un accord politique avec les sociaux-démocrates. L'un des objectifs était de marginaliser les Démocrates de Suède.

Dans cet accord, les sociaux-démocrates ont fait des concessions importantes et ont accepté, entre autres, une baisse des impôts pour les hauts revenus, une réduction de la sécurité de l'emploi pour les travailleurs-euses et l'introduction de loyers contrôlés par le privé. Le gouvernement social-démocrate a également mis en œuvre une série de mesures visant à réduire l'immigration et à abaisser la politique suédoise en matière d'accueil au niveau minimum de l'UE. La surveillance des frontières a été renforcée, le regroupement familial a été rendu plus difficile et les réfugié-e-s ne pourront plus compter sur des permis de séjour permanents.

Au cours de la campagne électorale de cette année, la tactique des sociaux-démocrates a essentiellement consisté à adapter leur

programme à celui de la droite. Des questions telles que la crise climatique ou la défense de l'État-providence face aux assauts des intérêts privés, qui faisaient officiellement partie du programme électoral des sociaux-démocrates, ont joué un rôle secondaire, si tant est qu'elles aient été évoquées.

Les sociaux-démocrates ont plutôt essayé de surenchérir la droite en demandant des peines plus sévères – le fait que le gouvernement ait présenté quelque 70 lois dans ce sens a été constamment répété. De même, le lien entre criminalité et immigration a été martelé. Une législation spéciale a été proposée pour les personnes « *non nordiques* » et la première ministre a évoqué avec condescendance des « *Somalitowns* ». Le redéveloppement de l'énergie nucléaire a également été accepté.

La capitulation la plus notable a cependant été la décision d'abandonner 200 ans de politique officielle de neutralité suédoise et de soutenir une adhésion de la Suède à l'OTAN. La position initiale des sociaux-démocrates après le 24 février était qu'une adhésion suédoise à l'OTAN contribuerait à déstabiliser davantage la situation politique en matière de sécurité en Europe du Nord. Cependant, la direction du parti a choisi de céder à la pression intense des partis de droite –

sans laisser les membres du parti prendre position. La raison principale de ce revirement rapide était de ne pas laisser la question devenir un thème de la campagne électorale. Ils-elles y sont parvenu-e-s.

Intégration

Les sociaux-démocrates ont obtenu leur deuxième plus mauvais résultat en 111 ans, malgré une augmentation des voix de 28,3 à 30,4 %, et ont donc perdu le pouvoir gouvernemental. L'augmentation du vote social-démocrate peut s'expliquer par un glissement vers la droite au sein du bloc de gauche également.

Le Parti de gauche a obtenu un résultat médiocre, passant de 8 à 6,7 %. La direction du parti a fait une campagne d'inspiration étasunienne autour de la leader du parti Nooshi Dadgostar tout en essayant de se présenter comme les nouveaux sociaux-démocrates. L'un de leurs objectifs était de tenter de reconquérir les « *travailleurs-euses des villages* » attiré-e-s par les Démocrates de Suède. Le Parti de gauche a ainsi minimisé les questions qu'il pensait peu populaires auprès de cet électorat, comme, par exemple, l'OTAN ou changer de mode de vie pour sauver le climat.

Le parti a également soutenu une proposition des partis bourgeois pour une forte réduction du prix de l'essence. En outre, ils-elles ont exigé d'entrer dans un éventuel gouvernement rouge-vert qui inclurait également le néolibéral Parti du centre. En conséquence, le Parti de gauche a perdu des voix, en particulier parmi les travailleurs-euses qu'il a essayé d'atteindre – tandis que les Démocrates de Suède ont poursuivi leur ascension dans cet électorat.

Le Parti de gauche et les sociaux-démocrates se sont bien maintenu-e-s dans les grandes villes. La Suède rappelle ainsi de nombreux autres pays européens avec des grandes villes rouges et une campagne bleue – ou brune-bleue.

Il est clair que les forces qui offrent aujourd'hui une résistance à la vague de droite se trouvent parmi les mouvements qui luttent contre la crise climatique, le racisme, le sexisme et l'austérité sociale. Certains syndicats se sont également radicalisés, surtout dans les secteurs de la protection sociale et des services publics. Aujourd'hui, la gauche a une tâche énorme pour construire une large contre-offensive avec ces forces, centrée sur la crise climatique et la défense de l'État-providence.

Kjell Östberg Socialistisk Politik (Suède) ■

Nooshi Dadgostar, leader du Parti de gauche, en campagne.





Rassemblement pour le oui, Santiago, 3 septembre 2022

International **Chili**

ANALYSE D'UN REFUS

Le 4 septembre, le projet de nouvelle constitution rédigée par la convention constituante était nettement refusé. Entretien avec Franck Gaudichaud, spécialiste du Chili et des mouvements sociaux, paru dans la revue de Révolution Permanente.

Les sondages ont montré que dans les circonscriptions les plus populaires du pays, là où la gauche radicale avait fait ses meilleurs scores lors des précédentes étapes du processus constituant c'est le **non** qui est arrivé largement en tête. Faut-il en conclure que les classes populaires auraient voté contre leur camp ? Les résultats du dimanche 4 septembre montrent très clairement un vote populaire, un vote de classe en faveur du rejet. Cette fois-ci, le vote ayant été déclaré obligatoire, c'est 85 % de l'électorat qui s'est mobilisé, et le **non** a été très majoritaire : un vote et une défaite sans appel. Et c'est particulièrement le cas des communes les plus populaires du pays. Au moment du référendum « d'entrée », autour de la convocation, ou non, d'une

Constituante, en octobre 2020, on a eu 80 % des votant·e·s pour une nouvelle Constitution. Et au référendum de « sortie », autour de la ratification, ou pas, du projet constitutionnel, on se retrouve avec un rejet à plus de 62 %. Il y a plusieurs éléments pour expliquer cette volteface.

Premier élément : pour la première fois les chilien·ne·s votaient avec vote obligatoire et inscription automatique sur les listes. On a donc un volet de plus de 4,5 millions d'électeurs et électrices qui jusque-là ne votaient pas. Il y avait une grande inconnue sur cet « électorat silencieux », politiquement désabusé ou désaffilié, souvent très précaire et jeune. On peut dire qu'il contribue à faire basculer le vote encore plus fortement du côté du « rejet ».

Deuxième élément : il y a eu une campagne médiatique extrêmement forte. Le financement de celle-ci a été infiniment plus important que pour celui pour le **oui**. Et toute la bourgeoisie, les *think tanks* néolibéraux et les forces conservatrices ont financé une offensive très agressive dans les médias et à la télé, sur les réseaux sociaux.

Troisième élément : un vote sanction très clair contre le gouvernement de gauche de Boric. Toute une partie de son électorat est très critique de son bilan des premiers mois de mandat : absence de réformes sociales de fond, un gouvernement tourné vers le centre social-libéral, avec des secteurs de l'ancienne Concertation.

Mais ce qui détermine tout c'est un vote de rejet issu du monde populaire, à partir des difficultés de la situation concrète et quotidienne : l'inflation, la précarité, le logement, l'endettement, la question de la sécurité et des violences quotidiennes, du narcotrafic, de « l'accueil migratoire ».

Et enfin, il faut souligner la propre responsabilité de la Convention constitutionnelle et des député·e·s constituant·e·s, qui sont apparue·s de plus en plus comme séparé·e·s des débats quotidiens de la population, des intérêts de classe du monde populaire. Avec une Constitution effectivement très avancée mais constituée de 388 articles dans lesquels on a tout voulu faire rentrer. Les Constituant·e·s ont parfois voulu détailler jusqu'au bout tous ces droits sans montrer leur connexion essentielle avec les conditions de classe de la popula-

tion, la question du travail et de la précarité de la vie.

Il y a donc eu une coupure croissante entre la convention et la population. Face à cela, il faut dire aussi que les paris de plusieurs petites organisations de la gauche révolutionnaire et anticapitaliste (faibles et très éparpillées au Chili) ont fait chou-blanc en appelant à voter blanc ou à s'abstenir « activement ». Mener une telle campagne à contre-courant d'une opportunité de mettre fin à la Constitution de Pinochet et de constitutionnaliser quantité de nouveaux droits (du travail également) était une erreur tactique importante de la part de ces organisations, mais les résultats montrent que cela est resté ultra minoritaire.

Le Rechazo a fait carton plein. Cela veut-il dire que le camp du Rechazo incarne une droite reconstituée et consolidée après sa défaite aux présidentielles ? Les significations du *Rechazo* sont multiples. Il y a un vote effectivement conservateur, y compris raciste, d'une partie du Chili contre l'État plurinational, les nouveaux droits pour les peuples indigènes, et les migrant·e·s. Mais ce socle historique de la droite et des conservateurs·trices ont réussi à faire une campagne beaucoup plus large, en disant *non* à cette nouvelle Constitution mais *oui* à une éventuelle réforme constitutionnelle, réussissant ainsi à élargir vers le centre la campagne, en y intégrant des membres de la Démocratie chrétienne et des représentant·e·s de premier plan de l'ex-Concertation, qui ont aussi fait la campagne pour le rejet. →

Dans ces résultats, il y a aussi un vote de rejet radical en tant que tel de l'ensemble du système politique. La crise de légitimité du système politique chilien et de des institutions des classes dominantes est donc toujours au cœur de la séquence actuelle.

Ainsi, les conservateurs-trices auraient tort de vouloir s'attribuer l'ensemble de ce raz-de-marée électoral. Mais ils sont indéniablement en train de reprendre la main et avec eux les secteurs les plus rances de l'oligarchie chilienne, les mêmes qui ont soutenu le coup d'État de 1973 et le néolibéralisme depuis 50 ans.

Le gouvernement Boric a dit tout de suite que le processus constituant continuait, mais cette fois-ci sous la houlette du Congrès actuel, qui est largement dominé par les conservateurs-trices et par la droite, en alliance avec une partie des sociaux-libéraux. On se dirige donc vers un nouveau processus constituant mais beaucoup plus limité, contrôlé par les partis traditionnels avec un gouvernement Boric encore plus affaibli.

Après le soulèvement tellurique de 2019, on se retrouve aujourd'hui avec des luttes populaires qui sont en difficulté pour affronter la période qui vient, mais avec des secteurs militants toujours prêts à se réorganiser, à tirer les bilans de la séquence 2019-2022, une période extrêmement dense, d'accélération et de tensions historiques. C'est le cas du Commando des mouvements sociaux pour le *oui* à une nouvelle Constitution, qui, le soir même du 4 septembre, a annoncé que malgré la défaite, un agenda de revendications était installé au plan national, qu'il ne pouvait avoir de retour en arrière.

C'est l'agenda d'octobre qu'il faut reprendre, sans magnifier non plus ses résultats immédiats, avec des revendications sociales, mais aussi l'agenda politique et féministe qui a pu être discuté lors de la Convention constitutionnelle. Il faut donc repartir de là, sans se laisser abattre mais en réfléchissant aussi à ce qui n'a pas fonctionné et en partant des préoccupations du monde populaire. Dans le cas contraire, le risque réel est l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, en alliance avec les conservateurs.

Propos recueillis par Christa Wolfe et Claude Piperno.
Coupe et adaptation par la Rédaction

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur le site revolutionpermanente.fr
Frank Gaudichaud y discute du rôle des syndicats, des mouvements sociaux et établit un bilan de la répression policière, notamment contre les communautés indigènes.

À lire MÉMOIRES CHILLIENNES

IMMERSION ILLUSTRÉE DANS LES MILLES JOURS DE L'UNION POPULAIRE

C'est à travers le récit autobiographique de deux exilé-e-s chilien-ne-s en Europe – Pedro et Soledad – que le roman graphique en deux tomes de Désirée et Alain Frappier raconte l'épopée politique chilienne de la fin des années 1940 au 11 septembre 1973, date du coup d'état militaire d'Augusto Pinochet.

Pedro est un fils d'intellectuel-le-s de gauche. Dans *Là où se termine la terre*, le premier opus, nous le suivons dans sa formation politique au sein du Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), puis durant la campagne de l'Union populaire (UP) jusqu'à l'élection de Salvador Allende (1970). L'histoire revient sur les différentes conjonctures et forces en présence qui ont permis qu'une coalition portant un projet politique véritablement socialiste puisse accéder au pouvoir dans une démocratie bourgeoise. Une « révolution par les urnes ».

Fille de paysan-ne-s sans terre, Soledad, héroïne du second tome, laisse la campagne de la province de Cachapoal à 15 ans pour s'installer à Santiago avec

sa famille. Rapidement elle rejoint une *toma*, un terrain illégalement occupé par des militant-e-s du MIR. C'est à leur côté que nous traversons les mille jours de l'UP.

Avec *Le temps des humbles*, le second volume, les auteur-trice-s font le choix de raconter ces trois ans où le peuple chilien s'approprie son destin. Mille jours de lumière, plutôt que les années d'obscurité de la dictature de Pinochet. Sans faire l'économie d'une critique de la stratégie du gouvernement Allende face aux attaques incessantes de la bourgeoisie chilienne soutenue par les USA, le récit nous permet de vivre avec ses personnages la mise en pratique d'un idéal politique de justice sociale véritablement anticapitaliste.



Désirée et Alain Frappier, *Là où se termine la terre*. Chili 1948-1970, Steinkis, 2017

Désirée et Alain Frappier, *Le temps des humbles*. Chili 1970-1973, Steinkis, 2020

Informée de ces témoignages de première main mais également d'un riche travail documentaire, la bande dessinée réussit l'exercice d'une analyse politique en profondeur, incarnée dans le regard, l'intimité et le devenir révolutionnaire de ces deux militant-e-s.

À l'heure où de nouvelles coalitions de gauche sont élues en Amérique du Sud (bien que leur programme n'ait de loin pas la force de frappe des 40 mesures du gouvernement de l'UP), ce diptyque amorce un travail de mémoire et d'analyse nécessaire. Il nous rappelle notamment que les classes dominantes ne reculent devant rien pour défendre leurs intérêts, que quand la bourgeoisie perd à son propre jeu, elle s'empresse d'en briser les règles.

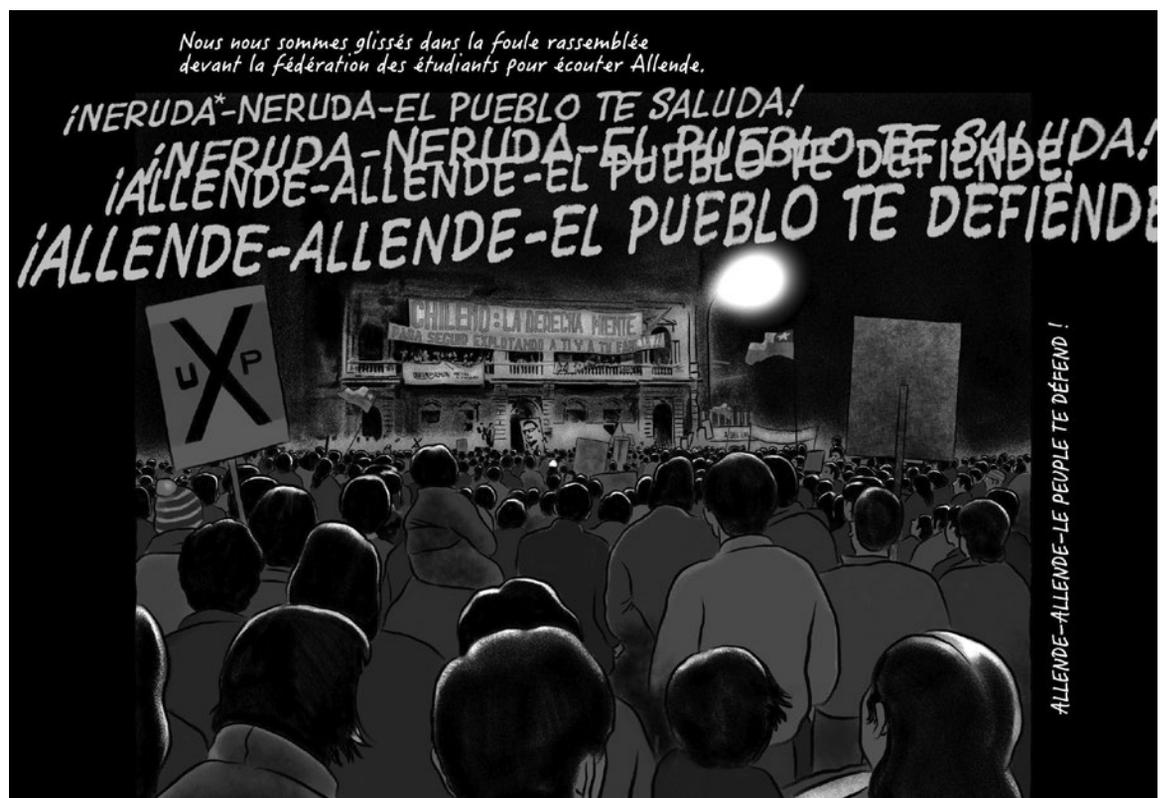
Cet ouvrage permet aussi une contre-narration au récit néolibéral qui ronge l'Amérique du Sud depuis les années 1970. À travers la mémoire de ces militant-e-s, dans la lueur de ces mille jours, nous nous souvenons qu'un autre monde est possible.

La mémoire vivante n'est pas née pour servir d'ancre.

Elle a plutôt vocation à être une catapulte

– Eduardo Galeano

Gaara





À lire Racisme

LA GROSSE DROITE DE ROCKY

De quoi Rocky est-il le nom ? Loïc Artiaga, en proposant une inattendue biographie du boxeur incarné par Sylvester Stallone, explore les fantasmes et les angoisses des États-Unis du tournant des années 1980, résolument impérialiste, raciste et sexiste.

À lire Histoire

NÉOLIBÉRALISME(S)

L'ouvrage de l'historien canadien Quinn Slobodian *Les Globalistes : une histoire intellectuelle du néolibéralisme*, dont la publication date de 2018 et qui se voit enfin traduit en français, rend compte de la généalogie de cette idéologie.

Si les livres sur le néolibéralisme ne manquent pas, celui-ci a la particularité de mettre en lumière le rôle ignoré de l'école de Genève, un groupe d'économistes et juristes ayant travaillé à Genève au fil du 20^e siècle, qu'il s'agisse de ses hautes écoles ou de ses organisations internationales. Son représentant le plus connu est l'Autrichien Friedrich Hayek, qui se trouve également à l'origine de la création du *think tank* transnational de la Société du Mont-Pèlerin.

Malgré des sensibilités hétérogènes, l'école de Genève est réunie autour d'une idée centrale : l'ordre économique mondial a besoin de règles et d'institutions supranationales qui puissent protéger la propriété privée et le libre-échange en limitant la portée des législations nationales – et de la démocratie.

Slobodian nous signale ainsi, au fond, ce que le néolibéralisme n'est pas. En effet, certain·e·s opposant·e·s à ce projet politique ont parfois pu le définir comme un « anarchisme de droite », termes choisis pour illustrer le fait que les néolibéraux·ales chercheraient à s'émanciper de l'État pour s'en remettre complètement au marché. En réalité, en mettant en lumière l'école de Genève et son héritage bien vivant, le livre de Slobodian rappelle qu'il s'agit,

1976. Sylvester Stallone *alias* Rocky Balboa, survêtement gris et bonnet noir, court à travers Philadelphie, accompagné par une musique conquérante. Interminables travellings à travers les quartiers populaires de la ville, sur les docks, jusqu'aux marches du Museum of Art. Rocky les bras levés face aux gratte-ciel et aux symboles de l'indépendance des États-Unis... La légende est née.

La légende, c'est celle d'un petit Blanc, homme de main d'un mafieux local et ouvrier dans un abattoir, et surtout boxeur amateur. Espoir déçu du ring, il se voit offrir une seconde chance : un match contre le champion du monde Apollo Creed, lui-même en quête d'une victoire à peu de frais contre un inconnu.

Le succès critique et public, puis un Oscar du meilleur film, viennent couronner cette *success story* ouvrière. Suivront sept autres films étalés sur plus de 40 ans.

Loïc Artiaga a exploré cette saga avec les outils de l'historien. Derrière le conte de fée, il rappelle combien Rocky, dès le premier film et plus encore après, a été le porte-parole de l'idéologie reaganienne triomphante. Quand on veut, on peut : abnégation, résistance à l'effort et à la douleur, volonté à toute épreuve, le boxeur italo-étasunien termine le premier match à l'hôpital, retourne sur le ring, contre l'avis des médecins, dans le deuxième film, s'entraîne dans la neige sibérienne avant de défier le boxeur soviétique du quatrième volet... Si réussite il y a, c'est celle de l'individu porteur des valeurs de l'*American Dream*, capable de se transcender.

C'est surtout celle d'un homme blanc. Face au champion afro-américain arrogant, rappelant Mohammed Ali et ses provocations publiques, il incarne la modestie, l'honnêteté, la piété et le courage de ceux qui savent rester à leur place. Il incarne, par son comportement comme par sa carrure, l'Amérique rêvée du président Reagan et de la Nouvelle Droite étasunienne.

Alors qu'Afro-Américains et Cubains dominent la boxe mondiale de la tête et des épaules, Rocky offre aux Blancs une revanche : pourtant lourd et lent sur le ring, il bat Apollo Creed après quinze rounds d'un match revanche homérique. Avec cette victoire improbable, il propose une histoire alternative de la boxe, qui est une histoire alternative tout court.

Rocky ne rétablit pas seulement la supériorité raciale du Blanc. Il réaffirme sa virilité, (re)mettant la femme à sa place d'épouse dévouée et passive, puis de mère. Il dénonce les syndicats, les bureaucrates, les journalistes, les intellectuel·le·s, les mous·molles et autres indignes de la nation américaine. En cela, avec une dizaine d'années d'avance, la saga Rocky annonce tout un cinéma d'action en première ligne du backlash idéologique post-Jimmy Carter, qui fera la fortune du Hollywood des années 1980.

Guy Rouge



Loïc Artiaga, *Rocky. La Revanche rêvée des Blancs*, Amsterdam, 2021.

pour les disciples (et bénéficiaires) du néolibéralisme, de défendre les conditions cadres (politiques, juridiques, institutionnelles) les plus favorables à l'accumulation du capital et de limiter les effets de la résistance que leur opposeraient les 99 %. *Rings a bell ?*

Margaux Lang



Quinn Slobodian, *Les Globalistes : une histoire intellectuelle du néolibéralisme*, Seuil, 2022

solidaritéS

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

410

22.09
2022

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

- 3** **Écologie**
Électricité: les apprentis sorciers du marché
- 4** **Vaud**
43 m² et structures d'accueil se mettent à table avec les autorités cantonales
- 5** **National**
Migros, une entreprise familiale façon mafia?
- 6** **Neuchâtel**
Un charivari anti-banques rend la police nerveuse
- 7** **Racisme**
Nzoy, ni oubli ni pardon
- 8** **Queer**
Pour un matérialisme queer, entre islamophobie et islam politique
- 9** **Écologie**
Après les inondations, le Pakistan a besoin de réparations, pas de charité
- 10** **Écologie**
Allemagne: succès massif du ticket à 9€
- 11-12** **International**
Suède: les racistes pivots des assauts contre ce qui reste de l'État-providence
- 13** **International**
Chili: analyse d'un refus
- 14** **À voir**
Mémoires chilleennes: immersion illustrée dans les mille jours de l'union populaire
- 15** **À lire**
La grosse droite de Rocky Néolibéralisme(s)

En images

